

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/L/57/Add.1

20 avril 1995

(95-0957)

Original: anglais

ACCESSION DE LA LETTONIE

Communication de la Lettonie

Addendum

Le gouvernement de la Lettonie a présenté au Secrétariat la communication ci-après.

La République de Lettonie présente les informations ci-après afin de faciliter ses négociations bilatérales sur l'accès au marché dans le cadre de l'OMC.

Droits de douane

La Lettonie a communiqué au Secrétariat de l'OMC les données concernant ses importations.

Elle comprend qu'il importe d'instaurer un régime commercial transparent et stable. C'est pourquoi elle sera, lors de son accession à l'OMC, prête à consolider tous ses droits de douane (agricoles et industriels).

Compte tenu de la restructuration de son secteur agricole, elle envisage en principe une consolidation à un taux plafond de 50 pour cent ad valorem. Il faudrait toutefois prévoir une certaine marge de manoeuvre pour un petit nombre de droits dépassant le plafond. La Lettonie aurait en particulier besoin de maintenir des droits supérieurs au plafond pour certaines céréales, certaines graines relevant du chapitre 12, l'alcool éthylique et certaines eaux-de-vie, ainsi que les cigarettes (SH 1001, 1002, 1003, 1004, 100890100, 100890900, 1209, 2207, 2208 et 240220).

Etant donné que son régime d'importation actuel est libéral, la Lettonie ne jugerait pas nécessaire de maintenir de consolidations supérieures à 30 pour cent ad valorem sur les produits industriels et serait disposée à consolider les taux en dessous de 30 pour cent dans plusieurs secteurs industriels, notamment les matières premières.

La Lettonie a étudié attentivement les propositions formulées dans le cadre du Cycle d'Uruguay concernant l'approche zéro pour zéro, l'harmonisation des droits sur les produits chimiques et les aéronefs. Elle serait disposée à appliquer l'approche zéro pour zéro aux produits pharmaceutiques, au matériel de construction, à l'équipement médical et aux jouets, sans exception ni délai supplémentaire de mise en oeuvre. Elle n'est par contre pas disposée à l'appliquer à la bière et aux eaux-de-vie distillées. Pour les meubles, il lui faudrait un délai supplémentaire de cinq ans (dix ans en tout) pour mettre en oeuvre les réductions de droits. Elle pourrait appliquer l'approche zéro pour zéro à l'acier, à l'exception

./.

des positions SH 7313, 7314 et 7317, au matériel agricole, à l'exception de la position 8434.10 et au papier, à l'exception de la position 4707.

S'agissant de la proposition d'harmonisation des droits sur les produits chimiques, la Lettonie pourrait procéder à des réductions, sauf pour les positions 3303, 3304, 3305, 3307, 3401, 3406, 3605 et 3915.

Elle pourrait mettre en oeuvre la proposition concernant les aéronefs sans exception ni délai supplémentaire.

Autres engagements dans le domaine de l'agriculture

La Lettonie est en train d'élaborer des projets de listes sur les subventions nationales à l'agriculture et les subventions à l'exportation de produits agricoles. Elle reconnaît également les prescriptions de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture concernant la tarification des restrictions quantitatives.

Services

La Lettonie est en train d'élaborer un projet de liste sur les services. En attendant, les Membres du GATT/de l'OMC souhaiteront peut-être examiner l'addendum à l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de la Lettonie concernant les services (documents L/7526/Add.3, WT/L/63).

Le gouvernement de la Lettonie a présenté les documents ci-après qui peuvent être consultés au Secrétariat (bureau 2075, Division des accessions):

1. Liste tarifaire nationale de la Lettonie (disponible sur papier);
2. Montant des importations de la Lettonie pour chacune des catégories à huit chiffres du Système harmonisé, en valeur f.a.b. (disponible sur papier et sur disquette);
3. Chiffres des importations de la Lettonie en 1994, par pays et par catégorie SH à quatre et à six chiffres, en valeur f.a.b. (disponibles sur disquette et bientôt sur papier).

Les Membres désireux d'engager des négociations sur l'accès au marché pour les marchandises et les services avec la Lettonie en vue de son accession à l'Organisation mondiale du commerce sont invités à le faire savoir à la Mission permanente de la Lettonie à Genève et à en informer le Secrétariat le 24 avril 1995 au plus tard, ainsi qu'à lui présenter dès que possible leurs listes de demandes respectives.